

Revue de presse



Mardi 23 mai 2023

Le président de la République souligne à Lisbonne l'engagement de l'Etat à protéger la diaspora

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a souligné, lundi soir à Lisbonne, l'engagement de l'Etat à protéger les membres de la communauté nationale à l'étranger et à appuyer leur contribution au développement du pays.

Le Président Tebboune s'exprimait lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté nationale établie au Portugal, à l'occasion de la visite d'Etat qu'il a entamée lundi dans ce pays.

Dans ce cadre, le président de la République a affirmé que l'Etat algérien était attaché à assurer "la protection de ses enfants à l'étranger et à les défendre s'ils sont victimes d'injustices dans leurs pays de résidence, et ce dans le cadre du respect de la souveraineté de ces derniers".

Il a rappelé, à cet égard, que les représentations diplomatiques du pays avaient été chargées d'assurer la défense de tout algérien victime d'harcèlement ou d'injustice.

Le Président de la République a également passé en revue les différentes mesures qu'il a instituées au profit de la diaspora, à l'instar de la réduction des prix des vols pour préserver ses liens avec la patrie, l'accès à la retraite auprès de la Caisse nationale des retraites (CNR), en sus d'autres incitations visant à "alléger le poids de l'éloignement du pays".

Dans le même contexte, le Président Tebboune a écouté avec intérêt les avis et les propositions de certains intervenants, dont une proposition préconisant la tenue de conférences nationales périodiques rassemblant les compétences nationales établies à l'étranger.

Le Chef de l'Etat qui a accueilli favorablement cette proposition, a préconisé la tenue de conférences par spécialités "initiées par l'élite algérienne qui sera accueillie les bras ouverts dans son pays", a-t-il dit.

Le Président Tebboune a salué, dans le même cadre, le niveau des compétences algériennes à l'étranger, affirmant que "la communauté nationale est devenue élitiste, et les portes lui sont grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays".

Il a souligné, à cette occasion, que sa rencontre avec les Algériens établis à l'étranger "se veut une tradition instituée par l'Etat algérien pour communiquer avec eux, en vue de les rassurer quant à la situation dans le pays et écouter leurs préoccupations".

Le Président Tebboune a qualifié, par ailleurs, les relations algéro-portugaises d'"historiques et bonnes", affirmant que le Portugal "est un pays ami dans le vrai sens du mot", avant de rappeler le soutien apporté par l'Algérie aux révolutionnaires portugais qui se sont soulevés contre la dictature et pour l'établissement de la démocratie.

Exprimant la volonté animant les présidents des deux pays de "renforcer les relations dans le domaine économique", le Chef de l'Etat a indiqué que l'Algérie œuvrait à exploiter les opportunités ratées par le passé en s'attelant au développement de la coopération économique avec la République portugaise.

Cela se fera, précise le Président Tebboune, conformément à "la nouvelle voie empruntée par l'Algérie pour l'édification d'une économie solide génératrice de richesse et d'emplois, une économie qui transcende les idéologies et profite aux enfants du pays".

Répondant à une question sur le retour en force de la diplomatie algérienne, le Président Tebboune a estimé que l'Algérie était actuellement "une école en matière de respect du droit international et de la légalité internationale, et ce, de l'aveu même de l'ONU et de son SG ».

L'Algérie "était au bord du précipice n'eut été le sursaut nationaliste du peuple algérien exprimé lors d'un Hirak béni qui a mené l'Algérie aux élections et éloigné la Isaba", a soutenu le Président Tebboune.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune est accompagné d'une importante délégation ministérielle lors de cette visite, composée des ministres des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, et du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.



Financement de 117 micro-zones d'activité au profit des porteurs de projets en 2023

La Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) a financé en 2023 un total de 117 micro zones d'activité destinées aux porteurs de projets, a fait savoir, lundi à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad.

Présentant devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), la stratégie sectorielle au titre de l'année 2023 relative aux programmes de développement du CSGCL et des zones d'activité au niveau national, M. Merad a indiqué que la caisse avait consacré "9,87 mds DA au financement de 117 micro-zones d'activité sur une superficie de 346 hectares au niveau national".

Le ministre de l'Intérieur a expliqué que le financement de ces zones s'inscrivait dans le cadre de la "mise en œuvre du programme pilote relatif à la création de micro-zones d'activité au niveau national comprenant 142 micro- zones d'activité sur une superficie de 433 hectares, auxquelles une enveloppe de près de 15 mds DA a été allouée en tant que coût initial".

Il a affirmé que ce projet intervenait "en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à relancer l'investissement

économique et à assurer un environnement à même de faciliter l'investissement et d'assurer le foncier économique destiné à l'investissement".

Ce projet prévoit "dans une première étape, la création de deux ou trois micro zones d'activité au niveau de chaque wilaya", a-t-il souligné, précisant que les superficies de ces zones ont été fixées à 5 hectares, lotis en lots de 200 à 500 m² en fonction des besoins des micro-entreprises".

Selon les explications de M. Merad, ce projet prend en ligne de compte plusieurs principes, notamment l'exclusion des terres à vocation agricole et le regroupement des micro-entreprises aux besoins communs, en tenant compte des caractéristiques du territoire et de la nature des activités existantes dans chaque wilaya.

Dans ce cadre, il a souligné que le secteur "a entrepris plusieurs mesures visant à redynamiser le rôle économique des collectivités locales et à adapter les textes réglementaires régissant la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, dont l'introduction de dispositions dans l'avant-projet des codes communal et de wilaya en vue de fournir la base légale pour la création, la gestion et l'octroi du foncier par les communes au niveau des micro-zones d'activités, et la révision du rôle et des missions de la caisse".

A cette occasion, le ministre de l'Intérieur a présenté un exposé détaillé sur la stratégie adoptée par le secteur en 2023, en ce qui concerne la prise en charge des programmes de développement liés à ladite caisse.

Au volet fonctionnement, M. Merad a fait état de "l'affectation de 537 milliards de DA durant l'exercice en cours, dont 392 milliards de DA représentant les affectations de l'Etat accordées aux collectivités locales par le biais de cette caisse, et 145 milliards de DA des ressources propres de la caisse ayant permis de couvrir les dépenses obligatoires et les autres dépenses liées à la gestion du service public".

Pour ce qui est de l'équipement, il a fait état de "l'affectation de 100 milliards de DA aux collectivités locales pour inscrire des programmes de développement, en sus de 10 milliards de DA au titre des prêts provisoires sans intérêts qui permettront de financer les projets générateurs de recettes proposés par ces collectivités".

De plus, ajoute le ministre, "une enveloppe de près de 34 milliards de DA a été mobilisée comme réserve pour faire face aux situations d'urgence".

Gazoduc TSGP: la BAD soutient le projet, salue l'Algérie pour ses efforts en Afrique

Le président du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Akinwumi Adesina, a exprimé, lundi à Charm el Cheikh, le soutien de cette institution financière régionale au projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie, tout en saluant les efforts déployés par l'Algérie pour soutenir le développement en Afrique.

"Ce gazoduc est très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union Africaine soutient", a-t-il déclaré à l'APS en marge d'une conférence de presse qu'il a animée au Centre international des congrès de Charm el Cheikh, où s'ouvrent mardi les Assemblées annuelles du groupe.

Le gazoduc transsaharien est un mégaprojet de transport de gaz qui relie le Nigeria, le Niger et l'Algérie sur une distance de 4.000 km.

Dans le cadre de la 3ème réunion ministérielle tripartite relative à ce projet stratégique, les ministres de l'Energie des 3 pays avaient signé, en juillet 2022 à Alger, un mémorandum d'entente pour lancer la construction du Trans-Saharan Gas-Pipeline (TSGP), un projet inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du NEPAD et qui constitue pour l'Algérie un exemple de la volonté des trois partenaires de "mettre en place une infrastructure régionale d'envergure internationale". Il permettra également, une fois opérationnel, d'alimenter les pays du Sahel.

M. Adesina a, par la même, salué les efforts de l'Algérie et son "engagement" pour soutenir le développement dans le continent.

"Je salue les efforts de l'Algérie pour soutenir les pays africains à revenus très bas. Je salue aussi l'engagement de l'Etat algérien pour sa contribution à la reconstitution du Fonds africain de développement, avec 10 millions de dollars, soit une contribution très importante, qui fait de l'Algérie l'un des plus importants contributeurs africains dans ce fonds".

Le président de la BAD s'est également réjoui du niveau de collaboration avec l'Algérie actuellement, mais aussi depuis la création, en 1964, de la plus importante institution financière de développement en Afrique.

"J'apprécie notre engagement et notre collaboration ensemble. L'Algérie est un pays très important pour la BAD, c'est l'un des actionnaires qui ont répondu présents dès la création de la Banque", a-t-il soutenu.

Et d'ajouter: "L'Algérie soutient tout ce qui concerne l'Afrique et tout ce qui concerne l'intégration régionale, surtout en ce qui concerne les infrastructures. Il y a aussi le secteur pharmaceutique où l'Algérie fait beaucoup de progrès dont l'Afrique peut en tirer profit".

Inciter le secteur privé à financer une croissance verte en Afrique

La mobilisation des fonds privés pour financer une croissance verte et durable en Afrique est au cœur de la 58e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque et la 49e Assemblée annuelle du Fonds africain de développement, qui s'ouvrent officiellement mardi, avec la présence de pas moins de 3.000 participants et de quelques chefs d'Etat qui vont superviser le "Dialogue présidentiel de haut niveau" sur "l'évolution de l'architecture financière mondiale et le rôle des banques multilatérales de développement".

Lors de sa conférence de presse, M. Adesina a avancé que ces Assemblées annuelles seront l'occasion pour discuter des stratégies les plus efficaces pour mobiliser davantage de fonds privés pour financer l'économie verte en Afrique, soulignant que le déficit de financement climatique en Afrique dépasserait les 125 milliards de dollars annuellement d'ici à 2030, au moment où plus de 80% des financements climatiques dans le continent proviennent d'acteurs internationaux publics, alors que le financement fourni par le secteur privé n'y représente que 14%.

Malgré sa faible contribution au réchauffement de la planète, le continent africain risque de perdre jusqu'à 12% de son PIB à l'horizon 2100 à cause des aléas climatiques, a-t-il dit.

La journée de lundi a été marquée par la tenue de plusieurs réunions préparatoires dont la réunion du Comité directeur du Conseil des gouverneurs sur l'élection du président du groupe, la réunion du Bureau des Conseils des gouverneurs de la Banque, la réunion de haut niveau du groupe de travail sur l'architecture financière mondiale, l'assemblée générale de l'Association des institutions africaines de financement et du développement, en plus d'une Table ronde sur l'investissement de "l'Africa Investment Forum".

Le ministère des finances active la préparation du dossier Les grandes lignes de la loi de finances 2024

Les orientations du département ministériel des finances sont axées sur la prudence et la rationalisation.

Le ministère des Finances a publié sur son site la note d'orientations relative à la préparation de l'avant-projet de la loi de finances et du budget de l'État pour 2024. La note dresse les éléments fondamentaux devant guider la préparation dudit budget qui intervient dans une conjoncture marquée par un retour à une situation économique stable avec un raffermissement des revenus liés aux exportations des hydrocarbures. Toutefois, indique-t-on, les tensions géopolitiques qui prévalent actuellement continuent d'exercer un impact sur les cours mondiaux des matières premières, notamment celles liées aux produits alimentaires (...) affectant négativement les équilibres des comptes et du budget de l'État ainsi que le pouvoir d'achat des citoyens. La note préconise de «la prudence» et «plus de rigueur» dans les perspectives des engagements budgétaires, qui devra se traduire par une conduite budgétaire optimale des crédits, une mobilisation accrue des recettes fiscales. La gestion budgétaire actuelle, s'inscrit dans une «démarche sectorielle», qui pour rappel confère la responsabilité de la gestion du portefeuille de programmes aux ministres et responsables des institutions publiques. Toutefois, et au vu du volume important du Programme en cours, les dispositions de l'article 70 de la loi de finances pour 2023 a conservé au wali, à titre exceptionnel et dérogoire, la qualité d'ordonnateur pour les opérations lancées inscrites à leur indicatif au titre du programme sectoriel déconcentré antérieurement au 31/12/2022.

Augmentation des dépenses

Le niveau global des dépenses est fixé à titre prévisionnel à 14 953,68 milliards de dinars pour 2024 et 14 965,49 milliards de dinars pour 2025. Ces montants ont été ajustés pour prendre en charge l'impact budgétaire induit par la mise en oeuvre de certaines mesures décidées par les pouvoirs publics (revalorisation de la grille indiciaire des salaires, l'allocation de chômage, les pensions et allocations de retraite), ainsi que les besoins supplémentaires formulés par les départements ministériels. Il est ainsi privilégié d'allouer les ressources disponibles sur la base d'une programmation pluriannuelle éclairée des actions économiques et sociales de l'État, en adoptant leur

hiérarchisation selon leur caractère prioritaire, à savoir les dépenses incompressibles, dépenses de maintien des services de l'État et de service public, dépenses induites par de nouvelles mesures et/ ou projets en fonction de la marge de manoeuvre dégagée, dans la limite de l'enveloppe autorisée. En matière fiscales il est proposé, l'élargissement de l'assiette fiscale, la mobilisation des ressources, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, la simplification des procédures dans le cadre de la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et des réformes fiscales. La priorité demeure axée également sur des propositions d'incitations financières/fiscales suscitant l'adhésion progressive du marché informel. Dans le même cadre, le gouvernement stipule clairement qu' «aucune mesure d'exemption ou de réduction des taux ou de la base imposable ne pourra être proposée». De même aucune création de nouveau compte spécial n'est envisagée pour ce projet.

L'assiette

fiscale

élargie

Pour réduire les dépenses de personnel, les propositions de création de nouveaux postes budgétaires, seront ceux décidés uniquement et à titre exceptionnel, par les pouvoirs publics. La note préconise aussi de privilégier uniquement les redéploiements intra et intersectoriels des postes budgétaires existants y compris en direction du renforcement des moyens humains pour les 10 wilayas nouvellement créées. La note stipule: il ne sera procédé qu'au remplacement d'un retraité sur cinq. Pour les dépenses en salaires et traitements, il est demandé de prévoir les budgets nécessaires pour l'avancement statutaire des fonctionnaires dans la limite de 1,5% et la prise en charge de l'incidence de l'augmentation du point indiciaire. Concernant les dépenses de fonctionnement des services, la ligne de conduite restera la poursuite de la maîtrise et de la rationalisation des dépenses de fonctionnement des services et la lutte contre toute forme de gaspillage...etc. S'agissant des établissements et organismes sous tutelle, il est proposé de ne procéder à aucune création de nouveaux établissements publics à caractère administratif. Les efforts de rationalisation devront être menés en direction des charges liées à la consommation de l'électricité, du gaz et de l'eau, à travers l'adoption des énergies renouvelables.

La fin du gaspillage

C'est le cas de l'installation des systèmes solaires photovoltaïques, au niveau des administrations et institutions publiques. La rationalisation devra toucher le niveau de crédits alloués à l'habillement et alimentation, l'entretien et la réparation et les charges liées au parc-auto comme

l'utilisation abusive des véhicules administratifs qui constitue une source importante de gaspillage.

En outre, il est suggéré de poursuivre l'opération de conversion au GPL des véhicules administratifs en attendant l'intervention d'un cadre réglementaire la régissant. Les crédits afférents aux conférences et séminaires devront obéir à des règles strictes d'opportunité. Il s'agit également de réduire la prise en charge d'invités, de participants et des délégations étrangères en visite dans notre pays dans le cadre des échanges bilatéraux ou à l'occasion de manifestations diverses. La poursuite du recours aux visioconférences est vivement recommandée.

L'heure est à la rationalisation

Au titre des dépenses d'investissement, il est stipulé qu'elles ne peuvent être proposées à l'inscription en réalisation au niveau du budget de l'État, que les opérations d'investissement public de l'État, ayant atteint la maturation requise, permettant de connaître un début de réalisation dans l'année d'inscription ou le cas échéant l'année suivant l'inscription. Cette rationalisation est justifiée par l'importance du programme d'investissement en cours de réalisation, estimé à fin 2022 à 9 515 milliards de dinars, pour 45 443 opérations. La note indique aussi qu'il faut mesurer les propositions de «levée de gel» sur des projets d'investissement dont le lancement risque d'impacter lourdement le budget de l'État et creuser par- là même le déficit budgétaire. Enfin concernant la répartition prévisionnelle des plafonds de dépenses par portefeuille de programmes, les dotations du ministère de l'Intérieur ont augmenté à 1 332 milliards de dinars. Idem pour l'Éducation nationale, dont les dotations prévisionnelles passent de 1 183 en 2023 à 1 477 milliards de dinars en 2024. En revanche, les dotations du ministère des Finances sont revues à la baisse en passant de 3 704 milliards en 2023 à 2 676 milliards de dinars en 2023. Celles du département ministériel du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale sont de l'ordre de 1300 milliards de dinars.

Coordination politique et sécuritaire, partenariat économique, droit des peuples à l'autodétermination....

Ce qui unit l'Algérie et le Portugal

Les deux pays se reconnaissent dans les mêmes principes diplomatiques basés, notamment sur le respect de la volonté des peuples. Le Portugal a constitutionnalisé le droit des peuples à l'autodétermination.

Même si les chiffres de la coopération algéro-portugaise ne pèsent pas grand-chose dans la balance, les liens historiques et la convergence de vues sur l'ensemble des questions internationales légitiment l'objectif attendu de la visite du président Tebboune à Lisbonne. L'entente politique entre l'Algérie et le Portugal et les liens tissés à travers des rendez-vous de l'Histoire peuvent constituer le socle d'un partenariat prometteur dans lequel les deux pays seront gagnants.

Remontant à 1975, les relations diplomatiques algéro-portugaises n'ont connu aucune altération. Elles ont été renforcées en 2005 à travers la signature d'un Traité d'amitié et de bon voisinage. Depuis, elles n'ont pas pu avancer pour atteindre le niveau souhaité des deux parties.

Cela n'efface pas la réalité: Alger et Lisbonne entretiennent une coopération basée sur la confiance mutuelle, notamment en matière de lutte contre le terrorisme et la migration clandestine... Mais au-delà du souci de donner des perspectives réelles au partenariat algéro-portugais laissé en jachère, l'Algérie ambitionne de rappeler le rôle essentiel que doivent tenir les pays de la Méditerranée.

C'est le message que suggère la visite entamée, hier, par le président Tebboune au Portugal. Cette visite à Lisbonne sera suivie par d'autres qui mèneront le chef de l'État en France, en Russie et en Chine. Soit des pays qui comptent sur l'échiquier mondial.

Notamment en cette période de troubles et de redistribution des cartes des relations internationales. Ce n'est pas, cependant, une raison de sous-estimer la portée de la visite du Président au Portugal. Au-delà du souci de donner des perspectives réelles au partenariat algéro-portugais laissé en jachère, l'Algérie ambitionne de jouer pleinement son rôle d'acteur majeur en Méditerranée. Cette ambition repose sur la conviction maintes fois réitérée par le chef de l'État. Celle de l'appartenance de l'Algérie à l'espace méditerranéen.

De ce point de vue, la visite de Tebboune à Lisbonne ne manque pas d'importance en dépit de ce que peut suggérer le volume des échanges bilatéraux. En misant sur la consolidation des relations d'amitié historiques, de coopération et de bon voisinage entre l'Algérie et le Portugal, c'est la place de la Méditerranée qui sera renforcée dans un contexte aux multiples enjeux. Et

les pays de la Méditerranée, ceux de la rive sud comme ceux de la rive nord, ne veulent pas perdre les batailles qui se jouent actuellement sur divers champs. Qu'elles soient économiques ou de l'ordre de la géopolitique. À ce niveau, l'Algérie ne compte pas se laisser distancer par les événements. Nous avons vu comment elle s'est investie dans le continent africain à travers plusieurs leviers, notamment par l'action diplomatique.

Ceci est aussi valable pour ce qui est du Bassin méditerranéen. Cet espace est important. Du point de vue économique comme sous l'angle des enjeux stratégiques.

C'est la raison pour laquelle l'Algérie y tient comme le montrent les traités d'amitié signés avec ses partenaires de la rive nord de la Méditerranée. Ce qui est en phase avec les réalités géographiques et historiques et les exigences économiques. Il est incontestable que la coopération entre l'Algérie et la rive nord de la Méditerranée a subi un coup dur depuis la rupture des relations diplomatiques entre Alger et Madrid. Cependant, ce coup a une adresse: le gouvernement Sanchez. La responsabilité, toute la responsabilité, incombe à ce gouvernement.

Le président Tebboune avait affirmé que l'Algérie considérait la position de l'Espagne vis-à-vis du Sahara occidental comme une position individuelle du gouvernement Pedro Sanchez. C'est dire que pour l'Algérie, l'agissement du gouvernement Sanchez ne peut pas éloigner l'Algérie de son appartenance à l'espace méditerranéen. Et qu'il appartient plutôt à Madrid de revoir sa copie.

Pour l'Algérie, l'ensemble méditerranéen doit travailler pour son développement dans un climat apaisé et équilibré pour pouvoir compter dans les luttes de puissance qui se jouent actuellement.



Une place de choix pour le gaz

Le partenariat économique va s'élargir à de nombreux secteurs. L'objectif sera de booster le volume des échanges, qui ne dépassent pas les 60 millions de dollars, actuellement.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé, hier, une visite de deux jours au Portugal. Accompagné d'une délégation constituée de ministres et d'hommes d'affaires algériens, le chef de l'État effectue sa première visite officielle à l'étranger de l'année en cours. Son séjour lisbonnais inaugurera une série de voyages qui le mèneront en Chine, en France et en Russie. Il faut savoir que ce déplacement au Portugal a été préparé à l'occasion de la tenue à Alger de la 6ème session du Groupe de travail conjoint sur la coopération économique entre les deux pays. Cette visite sera une opportunité pour les deux pays d'intensifier le partenariat et le développement de la coopération bilatérale dans le domaine du commerce et de

l'investissement.

Plusieurs accords seront signés entre les deux pays, à savoir «la coordination politique, la facilitation de la circulation des personnes et des transports, et la coopération économique et commerciale», révèle une source diplomatique. L'énergie en général, le gaz en particulier, aura une place de choix au menu de cette visite qui va réunir le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avec son homologue le président portugais, Marcelo Rebelo de Sousa. Pas moins de 60 hommes d'affaires algériens seront présents à Lisbonne pour participer au Forum d'affaires algéro-portugais. L'Algérie entend faire de cette rencontre une occasion pour «favoriser le rapprochement des investisseurs des deux pays, et d'examiner les perspectives de coopération et de partenariat offertes», affirme-t-on. Quant au partenariat escompté, le ministre portugais de l'Économie et de la Mer, António Costa Silva, avait déclaré lors de sa dernière participation à la réunion d'Alger, que son pays a la volonté de quintupler les investissements en Algérie au cours des cinq prochaines années. «L'Algérie est un partenaire fondamental et crédible dans un monde de plus en plus incertain sur le plan économique et géopolitique», a-t-il déclaré. Ce témoignage de respect oblige le Portugal à «accroître et diversifier les investissements en Algérie dans divers secteurs d'activité», souligne le ministre, qui citera plusieurs secteurs. «Les travaux publics, la finance, l'industrie, la production pharmaceutique, l'hydraulique, l'agriculture, l'énergie et les transports», figurent dans l'agenda de Lisbonne, a annoncé le ministre portugais. Il faut dire que l'Algérie est vue par le Portugal comme un partenaire sûr et crédible. Cela a été relevé par le ministre des Affaires étrangères portugais, Joao Gomes Cravinho qui a souligné que «nous vivons une conjoncture marquée par l'instabilité des relations internationales.

Dans de telles conditions, il est important de compter sur des pays amis stables avec lesquels nous entretenons des relations de confiance», a-t-il affirmé. Le nouvel élan souhaité par les deux parties reposera sur le nouveau Code des investissements, qui contient d'importantes mesures incitatives.



Industrie automobile en Algérie

Un forum à Turin pour booster la filière

Les Algériens ne partent pas de zéro. Ils bénéficient d'un préjugé positif de 200 millions d'euros d'investissement de Stellantis.

Un forum économique axé sur les «perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie» sera organisé le 29 mai prochain à Turin. Les principaux destinataires de cet évènement sont les équipementiers italiens que l'Algérie voudrait voir s'impliquer autour de l'usine Fiat en Algérie. L'ambassade d'Algérie à Rome a associé l'Association nationale de la filière de l'industrie automobile italienne (Anfia) à

son initiative. Le Groupe automobile «Stellantis» sera, bien entendu, le partenaire major de ce forum. Cet évènement passe pour incontournable, aussi bien pour l'Algérie, que pour le constructeur italien, qui dispose de 5 années pour aboutir à un taux d'intégration supérieur à plus de 30%. Il y a lieu de relever que le projet Fiat, avec le gazoduc algéro-italien, a ouvert de réelles perspectives de diversification de la coopération économique entre l'Algérie et l'Italie. Alger mise beaucoup sur l'amélioration du climat des affaires, consécutif à la promulgation du nouveau Code des investissements. C'est d'ailleurs cette nouvelle dynamique algérienne qui justifie le forum, qui verra la participation d'une centaine d'hommes d'affaires algériens et italiens. Des cadres de diverses institutions des deux pays seront également de la partie. Le message est on ne peut plus clair et tend à donner une image cohérente du partenariat voulu et appuyé par les autorités centrales des deux pays. Le séjour algérois de la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, atteste de cette volonté politique et l'industrie automobile que compte lancer l'Algérie est l'un des pendants stratégiques d'une coopération, appelée à se développer dans le futur. Cette rencontre en constitue l'une des étapes. Pour convaincre les opérateurs italiens, les Algériens ne partent pas de zéro. Ils ont, pour ce faire, un important investissement d'un géant européen de l'automobile. C'est dire que la partie algérienne bénéficie d'un préjugé positif de 200 millions d'euros, montant de l'investissement de «Stellantis» à Oran. Ce n'est pas rien dans l'industrie automobile. Il y a de quoi convaincre les équipementiers italiens. En marge de l'évènement, une rencontre «B2B» sera organisée avec certains équipementiers du Groupe Fiat et adhérents de l'Anfia intéressés par le marché algérien.



Finances/Gestion: Vers la conclusion de contrats de performance entre le ministère des Finances et les directions sectorielles

Des contrats de performance seront conclus à partir de juillet prochain entre le ministère des Finances et les différentes directions sectorielles, dans le cadre des réformes du secteur visant à développer les systèmes bancaires, fiscaux et budgétaires, a annoncé, à Alger, le ministre du secteur, Laaziz Faïd.

S'exprimant lors des travaux de la conférence annuelle des cadres dirigeants de l'administration fiscale, le ministre a précisé que dans le cadre de cette procédure s'inscrivant en application de la loi organique 18-15 relative aux lois de finances, tout organisme du ministère des Finances s'engage à mettre en place «un contrat

d'objectifs et de performance» pluriannuel pour évaluer et contrôler leur efficacité en ce qui concerne les objectifs préalablement définis. Considérés comme «outil de gouvernance», ces contrats seront mis en œuvre à partir du deuxième semestre 2023 et feront l'objet d'une première évaluation après trois mois, puis d'une évaluation globale en janvier 2024, a indiqué M. Faïd. Le modèle de performance tend, poursuit le ministre, à «renforcer la transparence et à améliorer l'efficacité et la compétence ainsi que la qualité des services offerts aux citoyens, avec obligation pour les directeurs de rendre des comptes quant à leur engagement de communiquer les résultats réalisés». Les directeurs des organismes exécutifs et des entreprises publiques ainsi que les intervenants dans le secteur des Finances, au niveau central et local, seront associés à cette démarche «par souci de développer et de redresser le secteur, ce qui permettra de booster le développement local et d'assurer une gestion rationnelle des fonds publics, y compris les ressources fiscales», a fait savoir le ministre. Le ministre a rappelé l'importance pour le secteur des Finances d'être doté d'un code de déontologie pour ses fonctionnaires et agents, en instaurant des règles de bonne conduite que tous les responsables du ministère, toutes catégories confondues, sont tenus de respecter, appelant à lancer des supports de communication et des bulletins périodiques pour chaque direction, qui permettront aux cadres de partager leurs expertises et analyses, avec la coordination du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Insistant sur le choix pertinent des cadres en fonction des critères de compétence, de probité, de loyauté et d'engagement envers l'Etat, le ministre des Finances a indiqué que l'année 2023 verra le lancement de l'administration fiscale via le système des contrats de performance dans la gestion de ses services. Cette procédure, a-t-il dit, est à même d'«améliorer le climat de travail des services des impôts et de promouvoir l'esprit de compétitivité, ce qui aura un impact positif sur le rendement de l'administration fiscale en particulier et le recouvrement des ressources fiscales en général». M. Faïd a relevé que cette rencontre était une occasion pour les différents cadres et directeurs de directions et de services fiscaux pour expliquer les procédures du système financier fondé sur la numérisation de l'administration fiscale et devant contribuer à la prise de décisions sur la base d'indices de performance des services et de rentabilité des agents.

L'administration des impôts, première administration à introduire les contrats de performance

Pour sa part, la directrice générale des impôts, Amel Abdelatif, a mis l'accent sur les grands axes de la stratégie nationale de modernisation et d'organisation de l'administration des impôts, basée sur la restructuration des services de base et la création de services modernes, parallèlement à la restauration des régimes fiscaux et la facilitation des procédures. Il s'agit également de «l'allègement de la pression fiscale,

de la réduction de la fraude et l'évasion fiscales ainsi que la réalisation des recettes fiscales prévues», a-t-elle ajouté. La responsable a souligné que l'objectif escompté du programme de modernisation de la direction est l'amélioration des ressources fiscales de manière continue et «la fourniture d'un service de qualité aux contribuables à travers l'amélioration du climat du travail, le développement du sens de l'équité fiscale».

Ce programme devra adapter «l'administration fiscale aux défis de l'heure, à travers l'amélioration des conditions et des mécanismes de travail de ses employés, ce qui aura un impact positif sur leur performance et efficacité et permettra la réalisation des objectifs escomptés», a-t-elle soutenu, relevant que le rôle «pivot» de l'administration fiscale impose la modernisation et la numérisation de sa gestion et des mécanismes de son fonctionnement. Evoquant l'introduction des contrats de performance à la Direction générale des impôts, Mme Abdelatif a fait état de la création d'un système d'évaluation de la performance, en vue d'évaluer l'efficacité des résultats enregistrés par les services fiscaux de base dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action. Dans le cadre de la loi organique 18-15 relative aux lois de finances, cette évaluation fera l'objet d'un contrat de performance signé par les directions régionales et de wilaya qui s'engagent à réaliser les objectifs escomptés en coordination avec l'administration centrale, a-t-elle expliqué. S. K.



Le Président Tebboune à la diaspora établie au Portugal: « L'Algérie défendra toujours vos intérêts ».

Le président Abdelmadjid Tebboune a rencontré, aujourd'hui, des représentants de la communauté nationale résidant au Portugal, et ce, en marge de la visite d'Etat qu'il effectue dans ce pays à l'invitation de son homologue portugais, Marcelo Rebelo de Sousa.

A l'occasion, le chef de l'Etat a été très attentif à leurs préoccupations et propositions. Selon la télévision publique, le président de la République a affirmé, dans son discours, son souci constant de faire entendre la voix de la communauté et de prendre en compte ses préoccupations.

Le Président Tebboune a également affirmé que l'Algérie a entamé une nouvelle ère économique basée sur des fondements solides, correctes et illusoires.

Au cours de l'entretien, le président de la République a évoqué les facilités accordées à la communauté nationale établie à l'étranger pour investir en Algérie. En outre, les mesures prises au profit de la diaspora visent à renforcer ses liens avec la patrie et à l'associer, en tant que force d'influence et de proposition, au processus de développement engagé par l'Algérie.

Et de rappeler les réductions sur le prix des billets pour les membres de la diaspora afin de leur permettre de passer les vacances d'été dans le pays en famille.

Le président de la République en a profité pour rappeler les instructions qu'il a données aux chefs de missions diplomatiques et consulaires algériennes à mobiliser des avocats pour défendre les intérêts des Algériens établis à l'étranger en cas d'injustice. Pour rappel, le chef de l'Etat, accompagné d'une importante délégation ministérielle, a entamé aujourd'hui une visite de deux jours au Portugal.

Une visite, affirme le Chef de l'Etat, visant à confirmer les liens historiques entre le Portugal et l'Algérie et consolider le partenariat prometteur entre les deux pays dans divers domaines.



Projet de Gazoduc transsaharien : Annonce majeure du président de la Banque Africaine de Développement.

La Banque Africaine de Développement (BAD) se propose de soutenir le mégaprojet du Gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie. C'est ce qu'a affirmé le président du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Akinwumi Adesina, cité par l'APS, en marge d'une conférence de presse qu'il a animée au Centre international des congrès de Charm el Cheikh. Saluant «les efforts déployés par l'Algérie pour soutenir le développement en Afrique», le président de cette institution financière a notamment félicité l'Algérie «pour ses efforts et son engagement pour le développement du continent». Il faut noter que le gazoduc transsaharien est un mégaprojet de transport de gaz qui relie le Nigeria, le Niger et l'Algérie sur une distance de 4.000 km, et qui permettra d'acheminer du gaz nigérian vers l'Europe. Il devrait transporter à terme des milliards de mètres cubes de gaz

nigérian vers l'Algérie en passant par le Niger. L'Algérie pourra ensuite envoyer vers les pays de l'Union européenne du gaz nigérian via le TransMed, qui relie le pays à l'Italie en passant par la Tunisie, et du gaz naturel liquéfié (GNL) transporté par des méthaniers. En juillet de l'année dernière, lors de la troisième réunion ministérielle tripartite Algérie-Niger-Nigeria, à Alger, le ministre algérien de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, et ses homologues du Nigeria, Timipre Sylva, et du Niger, Mahamane Sani Mahamadou, ont signé le mémorandum d'entente après avoir discuté des aspects du projet, notamment son état d'avancement. La construction du Trans-Saharan Gas-Pipeline (TSGP), est un projet inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du NEPAD et qui constitue pour l'Algérie un exemple de la volonté des trois partenaires de «mettre en place une infrastructure régionale d'envergure internationale». Lors de son lancement en 2009, le coût d'investissement du TSGP était estimé à 10 milliards de dollars. D'une longueur de 4.128 km, dont 1.037 km en territoire nigérian, 841 km au Niger et 2.310 km en Algérie. Ce gazoduc permettra également l'alimentation des pays du Sahel. Le projet a été réactivé dans un contexte géopolitique marqué par une forte demande internationale de gaz et de pétrole et par une flambée des prix, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022. Plusieurs pays, notamment européens, cherchent à réduire leur dépendance aux livraisons russes et se sont tournés vers l'Algérie, dont les réserves prouvées de gaz naturel s'élèvent à près de 2.400 milliards de mètres cubes, et qui fournissait environ 11% du gaz consommé en Europe avant la guerre en Ukraine, contre 47 % pour la Russie. Il est le premier exportateur africain de gaz naturel et le septième mondial. La boussole algérienne indique l'Afrique Amine Boutalbi, président du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID) évoque «les opportunités d'échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Afrique, et souligne « l'importance de la recherche de nouvelles opportunités d'investissement, l'échange d'idées et l'exploitation des ressources et capacités disponibles». Évoquant «les défis majeurs auxquels le continent est confronté», il explique que l'Afrique, «de par ses ressources naturelles et son capital humain et matériel, est capable d'assumer une meilleure position au sein de la sphère économique globalisée». Il ajoutera, dans ce cadre, que «l'Algérie est la voie d'accès au continent et poursuit par sa position et son leadership, les efforts pour l'intégration économique de l'Afrique».

Algérie - Portugal : Tableau de bord

En 2022, le Portugal comptait 10,27 millions d'habitants pour un PIB, fin 2022, de 214,48 milliards d'euros, se situant avec des réserves de changes, y compris l'or, (383 tonnes) fin 2022, selon la Banque mondiale, d'environ 32 milliards de dollars.

Par : Abderrahmane MEHTOUL

Entre l'Algérie et le Portugal, les échanges commerciaux peuvent encore être boostés, l'Algérie occupant la trentième place dans la liste des clients du Portugal. A peine 0,5% des échanges globaux entre le Portugal et l'étranger. Selon le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), jusqu'à 2022, il y a eu seulement huit projets d'investissements portugais, malgré le fait que 80 entreprises portugaises activent en Algérie. A l'évidence, il y a une nécessité de consolider la dynamique commerciale avec le Portugal en augmentant les échanges commerciaux qui restent en deçà du potentiel existant entre les deux pays. L'Algérie est le plus important fournisseur d'énergie du Portugal, avec un volume annuel couvrant 40% de ses besoins. Plus précisément, selon le quotidien espagnol El Independiente, en 2022, les importations du Portugal en provenance d'Algérie ont été de 1120 millions de dollars (environ 1060 millions d'euros) plus de 878 millions d'euros correspondent aux énergies et les exportations portugaises vers l'Algérie ont atteint à peine 300 millions d'euros, principalement pour les produits de l'industrie papetière et la vente de machines. En dehors des hydrocarbures, le volume des échanges se situe entre 450 et 500 millions de dollars, le même montant équivalant à la hausse de un (1) dollar du cours du pétrole, moyenne annuelle qui procure à l'Algérie une recette située entre 500 et 700 millions de dollars, donc un montant dérisoire. Lors de sa visite à Alger en mars 2022, le ministre d'Etat et des Affaires étrangères du Portugal, Augusto Santos Silva, avait qualifié l'Algérie de «partenaire clé et crédible dans un monde de plus en plus incertain au niveau économique et géopolitique, affirmant que son pays compte augmenter et diversifier ses investissements en Algérie en touchant divers secteurs d'activités, comme les nouvelles technologies, les travaux publics, les finances, l'industrie, la production pharmaceutique, l'hydraulique, l'agriculture, l'énergie et les transports. Ces principes ont été réaffirmés lors de la 6e session du groupe de travail mixte de coopération économique le 15 mai 2023.

L'expert en économie Abderrahmene Hadeff s'exprime sur les relations économiques Algéro-portugaises : «Plus d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales»

La coopération entre l'Algérie et le Portugal ne cesse de se renforcer, ces derniers mois. Les deux pays, dont les visions convergent dans plusieurs domaines, envisagent désormais de diversifier leur partenariat pour l'étendre à différents secteurs économiques, tels que le développement des start-up, les énergies nouvelles, la pêche et l'agriculture, la filière du coton et des déchets de coton... L'expert en économie, Abderrahmene Hadeff, fait un état des lieux.

El Moudjahid : Entre l'Algérie et le Portugal, les échanges commerciaux sont encore à un stade peu développé. Le volume des échanges est estimé à 450 millions d'euros. La visite du Président Tebboune contribuera-t-elle à l'évolution de ces échanges et au développement d'un nouveau climat d'investissement entre les deux pays ?

Abderrahmene Hadeff : En premier lieu, il faut signaler l'excellence des relations politiques entre les deux pays. Il s'agit d'un atout important pour entrevoir un renforcement de la coopération économique afin de la porter à des niveaux plus élevés dans un contexte mondial marqué par beaucoup d'incertitudes. L'Algérie, de l'aveu des responsables portugais, demeure un partenaire stratégique et sûr. Aussi, il faut dire que la visite du président de la République intervient dans une conjoncture où l'Algérie entame un ambitieux projet de transformation de son économie avec plus d'intégration aux chaînes de valeur mondiales. Tout cela plaide pour un vrai renforcement du partenariat entre l'Algérie et le Portugal. Maintenant, avec une forte volonté politique de part et d'autre, il faut mettre en place les mécanismes pour traduire cette vision à travers des partenariats dans des secteurs hautement bénéfiques aux deux pays. A ce titre, je citerai le BTPH, l'industrie manufacturière et agroalimentaire, les mines et aussi les énergies renouvelables. Le partenariat doit intégrer la dimension investissement par la mise de chaînes de valeur communes dans des projets de colocalisation (le NEARSHORUNG). Surtout que le Portugal a l'intention de quintupler son stock d'investissement en Algérie. C'est comme cela qu'on peut espérer multiplier les échanges commerciaux et les porter à des niveaux qui reflètent réellement les potentialités des deux pays.

La 6e session du groupe de travail mixte de coopération économique algéro-portugais, qui s'est tenue lundi dernier à Alger, a été sanctionnée par la signature d'un procès-verbal comprenant l'évaluation de la coopération bilatérale et les axes de son renforcement. Quelle lecture en faites-vous ?

Ce groupe de travail mixte constitue un excellent instrument de dialogue et d'échanges pour permettre aux deux pays d'asseoir les bases d'un partenariat mutuellement bénéfique et surtout apporter les corrections nécessaires de manière continue et pertinente. Aussi il permet de définir les priorités et les mécanismes de mise en œuvre pour amorcer une réelle dynamique à cette coopération. Aujourd'hui, avec la succession des crises qu'a connues le monde, il faut avoir beaucoup de pragmatisme pour traiter les dossiers de coopération internationale. C'est dans ce sens que ce groupe de travail s'est attelé à identifier des projets de partenariat stratégique dans des domaines comme les travaux publics, l'industrie agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique.

L'Algérie a été qualifiée de «partenaire clé et crédible dans un monde de plus en plus incertain aux niveaux économique et géopolitique». Quels sont les domaines qui intéressent le plus le Portugal et auxquels l'Algérie peut répondre ?

Cette déclaration vient renforcer l'image et la perception de beaucoup de pays partenaires particulièrement européens, qui voient en l'Algérie un partenaire majeur pour leur développement économique. Par la force de la géographie et aussi tout le potentiel humain et naturel que recèle l'Algérie, les pays européens, en particulier le Portugal, souhaitent développer un partenariat solide, diversifié et durable. Comme mentionné plus haut, plusieurs secteurs peuvent faire l'objet de coopération à l'instar de l'énergie à travers toutes ses sources, l'industrie avec un focus sur l'agroalimentaire, le pharmaceutique et le textile. Il y a également le BTPH, surtout que l'Algérie compte poursuivre la réalisation d'infrastructures pour une valorisation du territoire, particulièrement dans les Hauts-Plateaux et le Grand Sud. En résumé, les opportunités sont énormes et diverses. Il est temps de créer les conditions pour les mettre à profit dans un esprit gagnant-gagnant et un partenariat durable et responsable.

Que peut-on attendre de cette visite ?

Sur le plan géostratégique, cette visite marque la présence de l'Algérie comme acteur majeur sur la scène régionale avec une position d'équilibre entre les pôles économiques mondiaux et sur le plan opérationnel on attend la concrétisation à court terme de projets d'investissement qui doivent s'inscrire dans une optique de transfert de technologie et de capitaux (IDE) pour arriver à multiplier les investissements portugais, comme souhaité par les responsables portugais. Aussi cette visite peut

ouvrir la marche aux autres pays européens pour renforcer les partenariats économiques bilatéraux ou dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne.



Algérie -chine : «Le partenariat stratégique global continuera à se hisser sans cesse»

L'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Li Jian, a exprimé hier, sa conviction que le partenariat stratégique global entre les deux pays «continuera à se hisser sans cesse». L'ambassadeur, qui s'exprimait lors d'une cérémonie organisée à l'occasion du 60e anniversaire de l'envoi de l'équipe médicale chinoise en Algérie, s'est dit convaincu qu'avec les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue chinois, M. Xi Jinping «et avec le soutien ferme de nos deux peuples, notre partenariat stratégique global continuera à se hisser sans cesse». L'Algérie et la Chine «resteront toujours de bons frères» et de «bons amis pour faire avancer la construction d'un ordre international plus juste et équitable», a souligné M. Li, rappelant l'accord de partenariat stratégique global de 2014, le premier du genre noué par la Chine avec un pays arabe. Pour le diplomate chinois, qui a fait un rappel des relations profondes entre les deux pays depuis la guerre de Libération nationale et les différents accords de coopération signés entre Alger et Pékin, la coopération médicale bilatérale «n'est qu'une miniature de la coopération vigoureuse entre nos deux pays». De son côté, le secrétaire général du ministère de la Santé, Talhi Mohamed, a relevé la «grande importance» qu'accorde le secteur de la santé à la coopération médicale avec la Chine, tout en exprimant ses remerciements à tous les membres des équipes médicales chinoises qui sont venues en Algérie. Par la même occasion, le secrétaire général du ministère a annoncé le lancement dans quelques mois de la 28e mission médicale chinoise en Algérie pour la période 2023-2027.



Collectivités locales : Financement de 117 micro-zones d'activité

La Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) a financé en 2023 un total de 117 micro zones d'activité destinées aux porteurs de projets, a fait

savoir, ce lundi à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad.

Présentant devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), la stratégie sectorielle au titre de l'année 2023 relative aux programmes de développement du CSGCL et des zones d'activité au niveau national, Merad a indiqué que la caisse avait consacré « 9,87 mds DA au financement de 117 micro-zones d'activité sur une superficie de 346 hectares au niveau national ».

Le ministre a expliqué que le financement de ces zones s'inscrivait dans le cadre de la « mise en œuvre du programme pilote relatif à la création de micro-zones d'activité au niveau national comprenant 142 micro-zones d'activité sur une superficie de 433 hectares, auxquelles une enveloppe de près de 15 mds DA a été allouée en tant que coût initial ». Il a affirmé que ce projet intervenait « en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à relancer l'investissement économique et à assurer un environnement à même de faciliter l'investissement et d'assurer le foncier économique destiné à l'investissement ».



Chargé par le Chef de l'Etat : Le président du CNESE en visite de travail au Qatar

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, effectuera une visite de travail à Doha au Qatar pour prendre part au Forum économique du Qatar qui se tiendra du 23 au 25 mai en cours, a indiqué lundi un communiqué du Conseil.

« Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du CNESE, Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, effectue une visite de travail au Qatar pour prendre part au Forum économique du Qatar qui se tiendra du 23 au 25 mai en cours à Doha », lit-on dans le communiqué.

Le forum permettra de mettre en lumière les nouvelles perspectives de croissance et d'identifier les nouvelles tendances économiques. Le Forum économique du Qatar se veut une rencontre périodique au Moyen-Orient, dédiée aux affaires et aux investissements mondiaux, en mettant l'accent sur les principales questions économiques.

Acquisition de voitures neuves : Les banques financent jusqu'à 85% du prix.

Le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef), M. Lazhar Latreche a fait savoir hier que les prêts bancaires pour l'acquisition de véhicules produits en Algérie, notamment de la marque FIAT, devrait couvrir une large part du montant, en moyenne entre «80 et 85% du prix » en fonction des possibilités d'apport et de remboursement du client.

الشروق

قروض السيارات: هذه مدة دراسة الملفات

تقوم البنوك بدراسة ملفات قروض اقتناء السيارات في ظرف أسبوع واحد، حسب ما صرح به رئيس الجمعية المهنية للبنوك ومدير البنك الخارجي لزهرة لطرش.

وخلال استضافته ببرنامج الشروق مورنينغ، الإثنين، أكد لطرش أن كل البنوك مستعدة لتمويل قروض السيارات مع دراسة الملفات في ظرف أسبوع.

وأشار المتحدث ذاته إلى أن نسبة تمويل [القروض](#) تصل إلى 85 بالمائة، مع مدة تسديد تتراوح ما بين 4 إلى 6 سنوات.

من جهة أخرى، كشف لطرش عن فتح بنك عمومي 100 بالمائة بفرنسا قبل نهاية السنة، مع فتح آخر في موريتانيا نهاية أوت أو بداية سبتمبر المقبل.

وعن حجم السيولة في البنوك، قال مدير البنك الخارجي أنها تزيد عن 20 ألف مليار دينار، بين قارب مجموع المدخرات في نهاية 2022 12 ألف مليار دينار.

أما المبلغ الإجمالي للقروض الممنوحة، حسب ضيف المورنينغ فقد فاق 10 آلاف مليار دينار، 4 مليار دينار تم منحها للقطاع الخاص

منتدى اقتصادي يجمع متعاملين وفاعلين بتورينو نهاية الشهر

صناعة السيارات.. الجزائر وإيطاليا تنتقلان للسرعة القصوى

تحتضن مدينة تورينو شمال غرب إيطاليا منتدى حول صناعة السيارات في الجزائر بالشراكة مع مجموعة "ستيلائنتيس" والجمعية الإيطالية لصناعة السيارات، سيخصص لأفاق تطوير هذه الشعبة في الجزائر وفرص الشراكة والاستثمار، وخصوصا نشاط المناولة وصناعة الأجزاء والقطع محليا.

وأفاد بيان لسفارة الجزائر بروما، الاثنين، أن عقد هذا المنتدى الاقتصادي يأتي في إطار تعزيز وتنويع علاقات التعاون والشراكة الجزائرية الإيطالية وعلى ضوء التحسن الكبير لمناخ الأعمال في الجزائر.

وأوضحت الممثلة الدبلوماسية الجزائرية بروما، أن تنظيم هذا الحدث الاقتصادي تم بالشراكة مع الجمعية الإيطالية لصناعة السيارات "ANFIA" وبالشراكة أيضا مع مجموعة "ستيلائنتيس-Stellantis" للسيارات، التي وكما هو معلوم هي المالكة لشركة "فيات" الإيطالية، والتي لها مصنع تركيب وتجميع بولاية وهران سيدخل مرحلة الإنتاج بداية شهر ديسمبر المقبل. وأشارت السفارة إلى أن هذا المنتدى سيعقد في 29 ماي المقبل بمدينة تورينو (عاصمة إقليم بيمونتي)، تحت عنوان "أفاق تطوير صناعة السيارات في الجزائر"، سيجمع أكثر من مائة متعامل اقتصادي وممثل مؤسّساتي جزائري وإيطالي.

ويستشف من عنوان الملتقى، أنه يهدف إلى بحث آفاق وسبل إقامة صناعة سيارات حقيقية في الجزائر، بالنظر للشراكة الجزائرية الإيطالية التي بدأت تتجسد شيئا فشيئا من خلال مصنع طفراوي بولاية وهران من جهة، ومن جهة أخرى قياسا بتجارب سابقة، أظهرت فشلها ولم تحقق ما كان مرجوا من المشاريع التي أطلقت قبل سنوات من حيث نسبة الإدماج المحلية التي بقيت ملازمة لمستويات جد ضعيفة، باستيراد شبه كامل لأجزاء ومكونات السيارات.

وبالعودة للمنتدى الاقتصادي، فإنه سيشهد مشاركة مصنع السيارات الإيطالي وصاحب مشروع طفراوي بوهران "فيات"، إضافة إلى مصفاة سوناطراك أوغوستا بجزيرة صقلية، والشركة الإيطالية لتصنيع قطع غيار السيارات "أدلر" التي مقرها أوتافيانو بضواحي نابولي، التي زار رئيسها بولو سكودييري الجزائر منتصف شهر جانفي الماضي، لتقييم ودراسة إطلاق مشروع لقطع الغيار، وشركة "أنسالدو" الإيطالية عبر فرعها بالجزائر، إضافة لمتعامل الهاتف النقال والاتصالات الرقمية "جازي".

ووفق مصادر على صلة بالملف، فإن الطرف الجزائري سيشترك في هذا المنتدى ممثلا بكل من والي ولاية وهران سعيد سعيود، إضافة للمدير العام للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمارات عمر ركاش، الذي سيقدم عرضا حول الإطار التنظيمي للاستثمارات الأجنبية المباشرة على غرار المزايا الممنوحة والاستقرار والضمانات.

كما سيشترك الرئيس المدير العام للبنك الوطني الجزائري محمد لمين ليو، بمداخلة حول تمويل المشاريع الاستثمارية في الجزائر من خلال الشروط والمزايا وأجال معالجة الملفات والضمانات وغيرها.

وستشارك سوناطراك في هذا الحدث الاقتصادي بعرض حول الصناعة البتروكيمياوية كمحرك لتطوير صناعة أجزاء السيارات في الجزائر، من خلال شرح حول المنشآت الإنتاجية في الجزائر، وخصوصا مادة البلاستيك والأسعار المطبقة في السوق الداخلية. وقبل أيام أفاد مصدر مطلع بالشركة الوطنية لـ"الشروق"، أن سوناطراك سترافق مشاريع السيارات في الجزائر وخصوصا ما تعلق بالأجزاء البلاستيكية من خلال مشاريع الببتروكيميا، على غرار المصنع الذي أعلن عنه الخميس الماضي لإنتاج البيلو بروبيلان بأرزيو بولاية وهران. ويشارك عادل بن ساسي رئيس تجمع ميكانيك الدقة بمدخلة حول نشاط المناولة في هذا القطاع، فضلا عن الرئيس المدير العام لفيات الجزائر، سمير بوطهرة، الذي سيتحدث عن انطلاق مشروع العلامة الإيطالية بولاية وهران وتأثيراته على صناعة أجزاء ومكونات السيارات محليا. وسيعرض ياسين قيدوم بصفته ممثلا عن مجمع "إيريس"، تجربة العلامة الجزائرية في صناعة إطارات (عجلات) السيارات.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger